*Mercredi 12 mars 2025, le Laboratoire de la République se réunissait à la Maison de l’Amérique Latine autour de la situation inédite que représente la prise de position américaine relativement au conflit russo-ukrainien tout autant qu’à l’humiliation infligée à Volodymyr Zelensky par Donald Trump et J.D. Vance dans le bureau ovale. Pour débattre, Jean-Michel Blanquer (Président du laboratoire de la République) réunissait autour de lui : Muriel Domenach (diplomate), Nicolas Tenzer (philosophe et haut fonctionnaire), Christian Lequesne (co-responsable de la commission géopolitique et professeur de sciences politiques à Science Po Paris) et Frédéric Encel (géopolitologue, membre du Laboratoire de la République) pour réfléchir ensemble, outre les relations transatlantiques, à la nécessité d’un renforcement de la sécurité européenne, à l’avenir de l’OTAN, l’autonomie stratégique… Jean-Michel Blanquer notait en introduction le caractère changeant des prises de position de l’exécutif américain, faisant entrer le monde dans un paradigme à deux dimensions : à la fois dans le retour de rapports de force puissants, insufflés par une politique américaine brutale et immédiate avec des revirements et des modifications de caps permanents. Tout cela opère de profondes mutations dans les relations internationales et réinterroge la paix mondiale. Il est nécessaire de « fixer un cap dans la tempête », un devoir de lucidité est essentiel pour regarder les faits comme ils sont. De même, il faut interroger toutes les échelles : étatsunienne, russe, ukrainienne et européenne. Alors, comment réagir collectivement à la nouvelle donne internationale engagée par les États-Unis ?*

 Dans un premier temps, Muriel Domenach nous a exposé son expertise grâce à son expérience en Ukraine en tant qu’ancienne stagiaire de l’ENA. Elle est convaincue que l’Ukraine, avec toutes ses difficultés, a acquis un sentiment national puissant (notamment dans le Donbass, à Odessa, en Crimée…). De plus, elle a rappelé que la menace désigne la conjugaison entre une intention et une capacité. Or, les capacités russes sont profondément mises à l’épreuve sur le front ukrainien, engageant de grandes pertes notamment terrestres : environ 30% en moins (on retiendra que 2/3 des forces terrestres russes sont aujourd’hui en Ukraine). La Russie peine à progresser, telle une « coulée de boue » et malgré les discours propagandistes hostiles à l’OTAN (rhétorique nucléaire active depuis 2022), les sanctions internationales ont eu un fort impact sur les mentalités et le système russes. Cela a amené l’administration Poutine à des actions ne respectant pas le seuil conventionnel : intimidations dans la Baltique, pressions plurielles, cyberattaques (avec l’exemple des hôpitaux français, l’affaire des punaises de lit ou encore celle des tags de l’étoile de David ; dans le but de saboter la cohésion nationale). Dans ce contexte, la nécessité de soutenir davantage l’Ukraine est devenue une obligation pour notre Europe, à la fois en termes d’autonomie stratégique (tout en continuant de travailler avec les États-Unis) et dans la recherche d’une coopération fonctionnelle. L’idée de défense doit aussi être intégrer dans notre contrat social, à l’échelle nationale.

Puis, Nicolas Tenzer est venu apporter son éclairage, à la fois sur l’état de la société ukrainienne. « Ses racines étant touchées, l’Ukraine ressent les attaques dans sa chaire profonde ; celles d’une guerre totale d’extermination par un pouvoir totalitaire » clame-t-il pour sa première prise de parole. En 2022, « Marioupol, ce sont soixante-dix mille morts parmi les civils ! », poursuit-il en traitant des massacres planifiés visant à terroriser la population. Il faut être sérieux sur l’héritage de Nuremberg, quand on voit le véritable crime de génocide perpétré contre les Ukrainiens, subissant tortures, exécutions sommaires ; y compris des déportations d’enfants dans le but est leur russification.

Avoir de la force, cela ne veut en aucun cas dire qu’il n’y a pas de traumatisme profond. L’Ukraine représente exactement ce schéma-là, en refusant que les visées impérialistes de Poutine ne viennent détruire les aspirations de reconnaissance des autorités ukrainiennes. Selon Nicolas Tenzer : « Si la Russie cesse ses hostilités, c’est la fin de la guerre ; si l’Ukraine rend les armes, c’est la fin de l’Ukraine ». Il faut bien comprendre que derrière l’Ukraine, il y a une nation mutilée et handicapée qui peine chaque jour à mobiliser l’espoir et qui fait face à la réalité. Cela se voit dans les efforts qu’elle fait depuis trois ans en devenant la première industrie de drones en termes de capacité, la deuxième armée derrière la Pologne sur le continent européen : elle n’est pas vaincue et elle démontre déjà qu’elle sortira de ce conflit plus forte et unie qu’elle ne l’a jamais été.

Les capacités de la société civile, en particulier des ingénieurs, en matière d’innovation montre que l’Ukraine veut se poser comme une nation exemplaire qui a acquis une conscience historique avec une appétence pour la littérature, la musique… la culture de façon générale. « L’Ukraine sera demain la conscience de l’Union Européenne. » Le pays meurtri, est aujourd’hui pleinement engagé dans des tentatives de négociations, d’accords de paix pour mettre fin au conflit et faire respecter le droit international afin de défendre sa sécurité. Face à cette attaque frontale, le peuple ukrainien souhaite posséder sa propre autonomie stratégique : il lui faut inventer ses propres règles de sécurité… (à l’image d’Israël après la guerre des Six Jours et la guerre de Kippour). Cette dimension « émotionnelle » intégrant à la fois la peur et le courage montre qu’il n’y a pas que la dimension matérielle qui joue un rôle dans un conflit armé.

S’agissant de l’embrasement autoritaire que prennent les États-Unis, Nicolas Tenzer n’entend pas que la démocratie a disparu aux États-Unis. Il peut y avoir un effet de sidération, un sentiment de peur quant à ce qui va advenir mais « on aurait tort de sous-estimer la culture démocratique américaine ». Même si la séparation des pouvoirs se retrouve aujourd’hui fragilisée, des soutiens de Trump peuvent aller jusqu’à critiquer les positions de Musk. C’est dans cette optique que la poursuite de l’analyse des mutations de « l’esprit américain » et l’évaluation de la société étatsunienne est indispensable pour saisir les enjeux qui y sont rattachés : il ne faut pas céder ni au défaitisme ni à la faiblesse !

Quelles réactions européennes ? Muriel Domenach, Frédéric Encel et Christian Lequesne se sont relayés la parole pour tenter d’établir un diagnostic. L’Union Européenne, forte de sa puissance morale et de sa lucidité doit entrer dans une nouvelle phase de son développement en intégrant sa propre unité de défense, non pour provoquer une escalade plus importante avec la Russie (comme cette dernière le revendique d’ailleurs) ou bien pour se délier complètement de l’influence des États-Unis, mais tout simplement pour réduire sa dépendance. Comme dirait Julien Freund, « c’est l’ennemi qui vous désigne ». Cette défense sera sa force de dissuasion (la discussion est aussi liée à l’usage de l’outil nucléaire comme moyen de persuasion pour protéger ses intérêts vitaux). La position des États-Unis sur l'Ukraine a un impact direct sur la manière dont l'Europe pense sa propre sécurité. Traditionnellement, les États-Unis sont le principal garant de la défense européenne, à travers l'OTAN et leur rôle de leader dans l'alliance. L'un des principaux débats en Europe est la question de la « souveraineté stratégique ». L'Europe pourra chercher à accroître ses capacités de défense indépendante, sans dépendre uniquement des États-Unis. Cela pourra passer par la création d'une force de défense européenne plus autonome, renforcée par des investissements dans les capacités militaires, la coopération en matière de défense et la création de structures européennes dédiées à la sécurité. Bien que la question de l’autonomie stratégique se pose, l’OTAN restera tout de même la principale organisation de défense. L'Europe pourrait chercher à rééquilibrer l’alliance, en augmentant ses contributions pour ne pas dépendre uniquement de l'engagement militaire des États-Unis. Cela impliquerait une plus grande cohésion entre les pays européens au niveau des priorités stratégiques et des engagements militaires. Il lui serait intéressant d’envisager des mécanismes de dissuasion plus robustes, notamment en mettant en place une capacité nucléaire européenne ou en renforçant ses partenariats avec les États-Unis et le Royaume-Uni dans ce domaine. Cela viendra compléter les efforts de défense conventionnelle et rendra l’Union Européenne incontournable dans les négociations et les relations internationales : elle reste un continent de paix qui sait rester fidèle à ses valeurs.

Le géopolitologue Frédéric Encel a lui aussi milité pour une Europe-puissance, qui réussisse à se rassembler, sans quoi elle n’aura plus un impact sur la scène internationale dans laquelle les « ogres » mettent leur impérialisme à l’honneur. Il faut assumer les rapports de force qui se sont construits ! Il faisait remarquer à juste titre que la France et le Royaume-Uni sont les deux seules nations du « vieux continent » à se représenter comme de grandes puissances et à continuer à incarner ce statut à travers le monde. Ce sont les uniques puissances de l’espace européen à disposer d’un siège permanent au Conseil de Sécurité de l’ONU et à posséder l’arme atomique ; tandis que la France dispose pour elle-même d’une force stratégique autonome. Les britanniques se sont également rendus compte qu’il n’y a plus de « relations privilégiées » entre leur pays et les États-Unis, ce qui les pousse à se rapprocher de la France. Il y a donc un devoir à suivre le mouvement : avoir ce noyau originel entre le Royaume-Uni et la France pour l’étendre et l’agréger à d’autres pays européens dans un avenir proche.

Qu’en est-il de la position des Allemands ? Christian Lequesne nous a fait comprendre qu’il y a un élément nouveau très fort, pas seulement pour les Allemands, mais pour tous ceux qui considéraient la sécurité européenne comme garantie par les États-Unis (dont la Roumanie, la Tchécoslovaquie…) : la rupture du débat entre Trump et Zelensky, dans lequel Trump ne semble plus prendre en compte la communauté des valeurs que doit partager l’Occident. Il lui a semble pertinent de dire que ce constat sera l’un des leviers du « réveil européen » en matière de sécurité et d’unité ; qui montre aussi les différences d’intérêts transatlantiques. Donald Trump ne s’intéresse pas à la représentation du monde libre : il est au contraire dans une diplomatie purement transactionnelle. La communauté des valeurs intégrant les notions « d’alliés », « d’Occidentaux » a disparu. Relativement à ce qui a été dit précédemment, le nouveau chancelier allemand, Merz, fut l’un des premiers à l’avoir pensé, notamment pour réfléchir à l’investissement de son pays dans la dépense militaire. En effet, jusqu’ici, les Allemands consacraient 2% de leur PIB à la défense et à l’armement (intégrant un fond spécial de 2023 pour la modernisation de l’armée). L’objectif pour eux serait alors de passer à 3%. Ce qui est frappant, c’est que dans la perspective d’une alliance avec les sociaux-démocrates, ces derniers sont prêts à accepter l’idée qu’il faille augmenter sérieusement la défense (alors qu’auparavant ils avaient une position assez traditionnelle). Il y a donc une vraie prise de conscience tout en sachant que cela prendra du temps.

Que penser à courts termes ? Nicolas Tenzer rappelait à juste titre que le premier ministre polonais, Donald Tusk, considérait que l’Union Européenne pouvait se rassurer de posséder la base solide qu’est son PIB ; s’élevant à environ 500 millions d’euros, soit dix fois celui de la Russie. De même , le « coup de Djeddah » est le fruit maturé de la tactique ukrainienne d’avoir su laisser croire aux États-Unis qu’ils étaient à l’origine de l’idée d’un « cessez-le-feu » pour tenter de le mettre en œuvre dans les pourparlers entre les négociateurs russes et américains. Il note aussi l’indécision américaine concernant la reprise inattendue de l’aide militaire et des discussions avec les renseignements : la Russie se retrouvant elle aussi devant le fait accompli. Poutine, autant que nous européens, ne doit pas comprendre les manœuvres de Donald Trump. Cette situation tend plus encore l’échiquier politique international tout en laissant un univers des possibles qui peut se réaliser à tout moment. Cependant, Nicolas Tenzer n’est pas confiant quant à la persistance des bonnes intention américaines à l’image de la connivence idéologique entre Trump et Poutine (cf. les prises de position d’Elon Musk ou celles de J.D. Vance à la conférence de Munich qui s’est déroulé du 14 au 16 février dernier).

Pour Muriel Domenach, le moment n’est pas non plus facile pour les administrations alliées dans la mesure où les Russes n’ont pas changé leurs objectifs de guerre. La Russie a l’avantage de continuer le brouillard stratégique engagé avec l’administration américaine qui ne semble plus ouverte à prêter main-forte à l’Ukraine, plus qu’elle ne l’a fait auparavant – comportement qui est d’ailleurs usé comme argument pour justifier qu’il est temps d’y cesser. Désormais, la question qui demeure est la suivante : Que va décider Donald Trump dans un avenir proche ? Quel impact auront ces décisions sur le cours de l’Histoire ?

Antonin Guillon